

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 21 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCOVA (SOC CONCASSAGE VALLÉE L'AYGUES)

2150 ROUTE DE GAP
26110 Aubres

Références : 20241011-RAP-DACA0958
Code AIOT : 0010300178

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement SOCOVA (SOC CONCASSAGE VALLÉE L'AYGUES) implanté 2150 ROUTE DE GAP 26110 AUBRES. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC CONCASSAGE VALLEE L AYGUES
- 2150 ROUTE DE GAP 26110 AUBRES
- Code AIOT : 0010300178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCOVA est autorisée pour sa carrière et ses installations connexes (installations de transit et traitement de matériaux) par l'arrêté n°20230802-DEC-DACA0793 du 6 septembre 2023 pour une

durée de 30 ans et une surface de 6ha 50a 15ca.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention des pollutions
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 7.12	Demande d'action corrective	6 mois
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 11.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Incendie et pollution	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 15.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 5	Sans objet
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.1	Sans objet
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.3	Sans objet
4	Accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.4	Sans objet
7	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 11.3.1	Sans objet
10	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 15.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales demandes portent sur la transmission du dernier plan topographique, la réalisation des mesures de bruit, l'estimation du volume du bassin de décantation et son éventuel agrandissement et la prise de contact avec le SDIS afin de valider le volume de la réserve incendie ou d'augmenter son volume.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Barrière
Prescription contrôlée : L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Une barrière est présente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : Le panneau d'information du public est présent et a été mis à jour avec les références de l'arrêté du 6 septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux de ruissellement sont dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé. Au droit de la piste d'accès, un fossé de collecte est présent à l'amont afin de diriger les eaux de ruissellement vers les exutoires naturels du flanc est de la colline de Chabaret.
Constats : Un bassin de collecte et de décantation des eaux de ruissellement est présent. La surverse de ce bassin rejoint le fossé longeant la piste d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 4 : Accès à la carrière
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière
Prescription contrôlée : [...] En bas du chemin d'accès, un dispositif d'arrêt d'urgence est présent et régulièrement entretenu afin d'immobiliser un camion en cas de défaillance de son système de freinage, et une zone horizontale doit être aménagée sur une distance minimale de 15 m avant l'arrivée sur la route départementale. La sortie de la carrière sur la route départementale 94 est signalée en accord avec les services techniques départementaux [...]
Constats : Un dispositif d'arrêt d'urgence est présent en bas de la piste d'accès. Des panneaux sur la RD 94 signalent la présence de la carrière et la sortie de camions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le sable présent au niveau de l'arrêt d'urgence est assez compact et devrait être retravaillé afin d'améliorer l'efficacité du dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
N° 5 : Registre et plan
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 7.12
Thème(s) : Autre, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan topographique qui a été transmis à l'inspection est celui du dossier de demande de renouvellement d'autorisation du 27 janvier 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le prochain plan topographique du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche
Prescription contrôlée : Le ravitaillement en carburant et l'entretien des engins utilisés pour l'extraction sont réalisés sur une aire étanche [...] Pour le ravitaillement des installations de traitement des matériaux, une rétention mobile sera utilisée.
Constats : L'exploitant a réalisé une aire étanche pour le ravitaillement des engins (bâche plastique recouverte de sable). Cette aire est équipée d'un point bas relié à une citerne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant qu'afin d'éviter l'infiltration des eaux de l'aire étanche avant leur collecte, le fond du point bas soit étanchéifié (radier béton par exemple). De plus il serait opportun de mettre en place un dispositif d'obturation au-dessus de la grille du point bas lorsqu'il n'est pas utilisé afin d'éviter de collecter des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 11.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de décantation
Prescription contrôlée : Sur la zone en exploitation, les eaux de ruissellement sont collectées par un fossé aménagé au pied du merlon est. Les eaux recueillies dans ce réseau sont dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé, d'une capacité minimale de 512 m ³ , implanté au nord-est du site.
Constats : Un bassin de décantation des eaux est présent avant rejet par surverse vers les fossés longeant la piste d'accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier le volume du bassin par rapport aux prescriptions de l'arrêté et de l'agrandir si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Incendie et pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau
Prescription contrôlée : Une réserve d'eau, d'une contenance de 120 m ³ avec raccord pompier est présente.
Constats : L'exploitant a fait les aménagements et a positionné une réserve d'eau de type bache à eau au sein de sa carrière. Toutefois celle-ci n'est pas encore remplie. Cette réserve d'eau a un volume de 30 m ³ ce qui plus faible que ce qui est demandé par l'arrêté d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cette réserve d'eau est liée à la présence d'installation de traitement des matériaux relevant de l'enregistrement. L'article 17 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux installations de traitement des matériaux précise la nécessité d'une réserve d'eau de 120 m ³ mais précise que : <i>« Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services ».</i> L'inspection demande à l'exploitant de pendre contact avec les services de secours et d'incendie afin d'avoir leur accord pour cette réserve d'eau de 30 m ³ , sinon cette réserve devra être complétée jusqu'à un volume de 120 m ³ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès la première campagne de traitement des matériaux de la carrière et ensuite tous les 3 ans.
Constats : Les dernières mesures de bruit ont été réalisées le 26 février 2020 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation. Dans le cadre de cette demande des modélisations de l'impact sonore

(en limite et en ZER) ont aussi été faites. Il n'y a pas eu de nouvelles mesures de bruit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de valider les modélisations, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un contrôle des niveaux sonores lors de la prochaine campagne de concassage des matériaux au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2023, article 15.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure des vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s dans les 3 axes de construction. Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques suivant une fréquence fixée en accord avec l'inspecteur des installations classées.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a indiqué avoir réalisé les mesures de vibrations qu'il allait transmettre à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les dernières mesures de vibration sous deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite